

Fiche - Enjeux Budgétaires (mars 2014)



Halte aux coupes dans les dépenses publiques socialement utiles !

Un véritable matraquage idéologique :

A l'heure où, pacte de responsabilité oblige, d'aucuns ne cessent de préconiser de nouvelles amputations massives dans les dépenses publiques (il y a 50 milliards d'euros à trouver), il est plus qu'utile de remettre sur le devant de la scène quelques éléments qui ont le principal défaut d'être peu du goût des libéraux de tout poil.

Ce, d'autant plus, que la Fonction publique et ses agents sont au cœur des attaques de nos pourfendeurs de la dépense publique, qui, et ce n'est un mince problème, sont ceux qui occupent la majeure partie de l'espace médiatique.

Or, soit par mensonge, soit par omission volontaire, ils travestissent la réalité.

Tentons donc d'y voir plus clair.

Des contre vérités :

On nous rebat les oreilles du supposé poids exorbitant de la Fonction publique et de ses agents dans l'économie nationale et internationale. Et, pour parvenir à cette démonstration, de doctes « spécialistes » avancent les chiffres et les estimations les moins vérifiées qui soient.

Choisissons une période de 20 ans et extrayons en quelques données significatives (ce sera donc de 1992 à 2012, cette année étant la dernière à offrir des données entièrement stabilisées).

► Prenons par exemple le budget de l'Etat.

En 1992, les dépenses de l'Etat représentaient 255,8 milliards d'euros, soit 23,09 % du Produit Intérieur Brut.

En 2012, les dépenses de l'Etat s'élevaient à 421,2 milliards d'euros, soit 20,73 % du PIB.

(CQFD ! En dépit de la crise débutée en 2008 et de la stagnation en volume du PIB de 2008 à 2012, les dépenses de l'Etat ont largement reculé dans les richesses créées.

Regardons maintenant si à l'intérieur du budget de l'Etat, la part des rémunérations ne cesse de croître comme nous le professent nos chanteurs de ritournelles.

En 1992, les rémunérations totales (traitement brut, toutes primes et pensions comprises) représentaient 33,06 % du budget de l'Etat.

En 2012, ce même ensemble représentait 28,39 % du budget de l'Etat.

Résumons-nous : sur les 20 dernières années, les dépenses de l'Etat ont reculé par rapport au PIB et les « charges salariales » ont-elles même diminué par rapport aux dépenses de l'Etat.

C'est clair, net et imparable.

► Prenons maintenant le nombre d'agents de la Fonction publique.

Là également, les charges contre la supposée augmentation pléthorique des effectifs de la Fonction publique ne résistent pas à une analyse un tant soit peu sérieuse.

D'abord, sur le seul versant de l'Etat, les effectifs ont décru d'environ 250.000 emplois sur les 10 dernières années (chiffres officiels de la DGAFP). Certes, pour une rigueur parfaite, on observera qu'à peu près 120.000 emplois « perdus » correspondent en fait aux transferts d'agents vers la Fonction publique territoriale. Mais, comme dans le même temps, 90.000 emplois ont été intégrés dans l'assiette du calcul des effectifs qui n'y entraient pas précédemment, **la perte sèche se situe aux alentours de 220.000 emplois !**

Pour le reste et pour en revenir à notre base 1992 – 2012, l'INSEE nous apprend que la globalité des effectifs de la Fonction publique est, sur cette période, passée de 19,6 % de l'emploi total en France à..... 19,7 %. Cette stabilité démontre bien que les débauches de recrutement dans la Fonction publique relèvent bel et bien de la fable !

Avec les dernières mesures gouvernementales, les aides publiques aux entreprises (aides directes, exonérations de cotisations, défiscalisation...) dépassent les 200 milliards d'euros.

Là, au moins, le résultat est aussi clair que désastreux : le chômage atteint des sommets inédits et les dividendes juteux versés aux actionnaires restent au plus haut, au détriment, en particulier, de l'investissement.

Voilà des ressources publiques que l'on peut accroître sans problème et des dépenses dans lesquelles on peut tailler de la même manière !

Au-delà, les recettes et les dépenses publiques, notamment celles dans lesquelles le gouvernement tape de manière forte et imbécile, sont un bon moteur pour l'économie.

Arrêtons-nous sur les données officielles d'avant la crise, cette dernière ayant introduit des éléments évidemment atypiques.

De 1986 à 1995 inclus, les dépenses publiques sont passées de 51,1 % à 54,5 % du PIB. Sur la même période, en moyenne annuelle, la croissance s'est établie à 2,2 %.

De 1996 à 2007 inclus, la part des dépenses publiques a reflué pour se situer à 52,3 % du PIB. Dans le même temps, la croissance annuelle moyenne s'est elle située à ... 2,1 %.

La baisse significative des dépenses publiques sous 3 majorités parlementaires différentes n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, dopé la croissance !

Et, au niveau international, d'autres exemples sont là pour montrer qu'un haut niveau de dépenses publiques n'handicape en rien une bonne croissance.

Depuis de longues années, des pays comme la Suède (même si les données ont évolué ces 3 – 4 dernières années) et le Danemark ont des recettes publiques supérieures ou égales à la France. Or, ces 2 pays ont, y compris sur une longue période, des taux de croissance bien plus élevés qu'en France,

jusqu'à 2 fois supérieurs !

Enfin, on peut estimer que la consommation des ménages de fonctionnaires et les investissements réalisés par les administrations publiques participent pour environ 15 à 20 % de la croissance totale du pays.

Compresser les unes, amputer les autres ne peut que favoriser l'atonie de celle-ci et, par voie de conséquence, retarder la sortie de la crise.

